le soleil 9
MARDI 30 AVRIL ET MERCREDI 1ER MAI 2024
53ème année
N°16174
www.lesoleil.sn

MARCHÉ DU TRAVAIL

Pourquoi l'économie sénégalaise crée si peu d'emplois...

Dans ce troisième et dernier volet de notre entretien, le Pr Abdoulaye Diagne, directeur du Consortium pour la recherche économique et sociale (Cres), aborde l'épineuse question de l'emploi et la souveraineté économique...

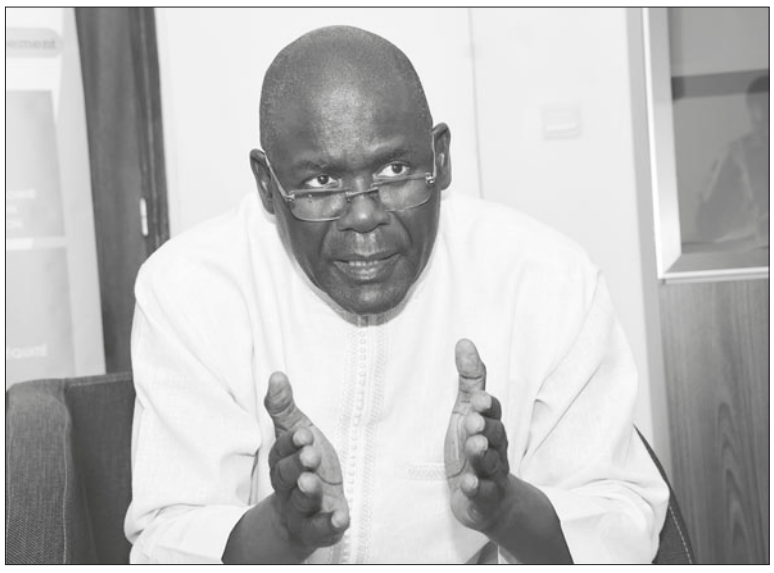
Par Seydou KA

L'emploi des jeunes constitue l'autre grande priorité du nouveau président de la République Bassirou Diomaye Faye. Problème - l'économie sénégalaise crée peu d'emplois. « Il suffit juste de regarder la structure du Pib, vous verrez que plus de la moitié est générée par les services. Or, les services n'ont pas ce dynamisme qui permettrait d'absorber chaque année des centaines de milliers d'emplois », constate le Pr Abdoulaye Diagne, directeur du Consortium pour la recherche économique et sociale (Cres). Tout le contraire de l'industrie capable d'absorber une importante main-d'œuvre moyennement qualifiée. L'autre secteur pourvoyeuse d'emplois peu qualifiés, l'agriculture, « régresse » depuis plusieurs années. Par exemple, l'arachide est maintenant « presque une culture morte », souligne le Pr Diagne. Pour le moment, seules l'horticulture et la production maraîchère maintiennent un certain dynamisme, mais restent confrontées à des contraintes comme l'absence d'infrastructures de stockage, d'unités de transformation ou une insuffisante maîtrise de l'eau. Autrement dit, il manque des branches d'activité qui portent une forte croissance et qui ont besoin de grandes quantités de main-d'œuvre non qualifiée ou peu qualifiée. Alors qu'une grande majorité de la population est constituée de jeunes très faiblement qualifiés en quête d'insertion. « À partir de ce moment, vous n'avez ni du côté de l'offre, ni du côté de la demande de travail, les conditions pour qu'on puisse absorber ces centaines de milliers de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année », souligne le chercheur.

Si la croissance du Pib a été relativement forte ces dernières années – en moyenne 5% sur la dernière décennie –, elle reste insuffisante par rapport à la croissance démographique (+ 2,5% par an). Cela veut dire que le Pib par tête augmente seulement de 2,5%. « Il faut trois décennies pour que ce Pib per capita double. Et même s'il était effectivement multiplié par deux, cela ne permettrait pas d'avoir un niveau de vie acceptable dans trente ans », explique Abdoulaye Diagne. En plus d'être insuffisante, la croissance est tirée par des branches d'activités qui sont plutôt intensives en capital, qui demandent très peu de main-d'œuvre (télécommunications, ressources naturelles).

Miser sur l'industrie

Le Pr Diagne juge « bonne » l'orientation du nouveau gouvernement de vouloir miser davantage sur l'industrie ; plutôt que sur les infrastructures comme cela a été le cas depuis plus de deux décennies. « Il faut voir dans quelle branche d'activité on peut créer de la valeur ajoutée et surtout les branches où, en créant de la valeur ajoutée, on emploie beaucoup de main-d'œuvre non qualifiée ou faiblement qualifiée », soutient-il. Pr Diagne insiste beaucoup sur ce point parce que, paradoxalement, plusieurs entreprises peinent à recruter à cause du manque de certaines qualifications. Autrement dit, il y a un problème d'employabilité même de la main-d'œuvre. « Je pense qu'on peut trouver une bonne combinaison entre la volonté de réduire les importations (produits alimentaires, produits industriels), investir dans l'agriculture, réduire le chômage et distribuer des revenus qui permettent à la population de mieux s'en sortir », propose Abdoulaye Diagne. À son avis, l'État peut continuer à investir dans les infrastructures, en privilégiant des infrastructures productives au sens où elles peuvent influencer directement la création de valeur ajoutée. « Il faut trouver la bonne combinaison, parce qu'il va falloir agir simultanément dans une série de domaines pour que, dans trois ans, voire quatre ans, on commence à voir les résultats », conclut le chercheur.



Pr Abdoulaye Diagne, Directeur du Cres.

...souveraineté et protectionnisme

Le concept de souveraineté économique est à la mode. Un courant de pensée qui traverse tous les pays – de l'Amérique de Trump au Sénégal de Bassirou Diomaye Faye ; en passant par l'Europe – avec toutefois des variances. Mais que signifie ce concept au juste. « Quand on parle de souveraineté économique, je pense qu'on veut immédiatement s'opposer à la notion de dépendance économique. Le fait que les leviers essentiels de l'économie d'un pays soient sous le contrôle d'agents économiques qui sont en dehors du pays », répond le Pr Abdoulaye Diagne. À son avis, si un pays estime que cette dépendance a des conséquences négatives sur son économie, il a toutes les raisons de faire en sorte que les leviers principaux de l'économie nationale soient sous le contrôle d'agents économiques qui sont dans le pays. « On peut considérer que c'est une stratégie pour se doter des moyens nécessaires pour pouvoir se fixer des objectifs en toute autonomie et les atteindre », relève-t-il à propos des ambitions souverainistes du nouveau pouvoir. Toutefois, précise-t-il, « la souveraineté économique de nos jours, dans un contexte d'interdépendance économique très marquée, ne signifie pas qu'on doit être en mesure d'être autosuffisant dans pratiquement tous les domaines ». « Mais, cela signifie qu'il faut faire en sorte que, dans des domaines essentiels, qu'on puisse avoir suffisamment de degrés de liberté dans la définition, de manière générale, des priorités nationales ». Autrement dit, souveraineté économique ne signifie pas protectionnisme, un « piège » dans lequel l'économiste invite à ne pas tomber. En effet, explique-t-il, « dans la protection, il y a l'idée qu'on privilégie systématiquement la production nationale au point d'imposer des coûts excessivement élevés aux consommateurs, aux producteurs de biens exportables ». « Donc, il y a un équilibre à respecter qui permet de se protéger contre l'envahissement de certains produits qu'on aurait pu fabriquer localement et aussi permettre qu'il y ait une concurrence qui vient de l'extérieur parce que la concurrence est nécessaire », souligne le Pr Abdoulaye Diagne.

Pour ceux qui parlent déjà de la fin de l'âge d'or du libre-échangisme avec le retour du souverainisme aux accents protectionnistes aussi bien dans les pays développés que dans ceux en développement, l'économiste invite à la prudence. « Il n'est jamais presque possible de revenir en arrière », constate-t-il, jugeant l'interdépendance comme un processus « irréversible » à cause de la segmentation des marchés et de la recherche de compétitivité qui pousse les entreprises dans les pays développés à aller s'implanter dans d'autres pays où les coûts de production sont plus faibles. En somme, le Pr Abdoulaye Diagne pense que l'interdépendance de l'économie mondiale va s'accentuer. Toute la question est de savoir comment faire en sorte que l'on puisse, dans certains domaines vitaux, comme l'alimentation, être en mesure d'assurer son autonomie voire son indépendance.

S. KA

FINANCES PUBLIQUES FRANÇAISES

Le Gouvernement sous la menace de motions de censure d'ici fin mai

AFP - "Incompétence", "manque de crédibilité" : le gouvernement a subi, lundi, à l'Assemblée, les tirs croisés de l'opposition face à la dégradation des finances publiques ; Lfi et le Rn agitant la menace d'une motion de censure, d'ici fin mai, faute d'un budget rectificatif présenté avant les européennes. Après avoir échappé, vendredi, à une rétrogradation de la note de la dette souveraine par les agences Fitch et Moody's, l'exécutif n'a pas eu le droit à la même indulgence lors du "débat d'orientation" budgétaire sans vote qui a ouvert la rentrée parlementaire après deux semaines de pause.

Cœur de cible, le Ministre des Finances, Bruno Le Maire, a assuré, dans un Hémicycle dégarni, vouloir dépasser les "querelles politiques" et "tendre la main à tous les parlementaires de l'opposition qui souhaitaient rétablir les finances publiques". Non sans avoir manié l'ironie à leur égard : "Jamais je n'ai vu autant de parlementaires soucieux de la dette publique", a-t-il lancé en brandissant un épais tas de documents, "les 2500 courriers, tous partis confondus, exigeant de [sa] part plus de dépenses publiques". Pour "reprendre le chemin du redressement" après les crises de la Covid-19 et de l'inflation, M. Le Maire a défendu une "feuille de route" basée sur "la croissance et le plein emploi", "les réformes de structures comme la réforme de l'assurance chômage" et la baisse des dépenses publiques.

Il a également réaffirmé l'objectif de revenir sous le seuil d'un déficit à 3 % du Pib "d'ici la fin du quinquennat".

Le pétrole baisse sur l'espoir d'une trêve à Gaza

AFP - Les cours du pétrole se sont repliés lundi, reflétant un certain apaisement des inquiétudes géopolitiques, alors que l'espoir d'une trêve dans la bande de Gaza associée à la libération d'otages a resurgi lundi. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juin, a reculé de 1,22% à 88,40 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a perdu 1,45% à 82,63 dollars.

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken, qui a fait étape en Arabie Saoudite lundi avant de se rendre mardi en Israël, a dit "espérer" une réponse favorable du Hamas à une proposition qu'il a qualifiée d'"extraordinairement généreuse de la part d'Israël".

Antony Blinken a aussi réitéré l'opposition de son pays à une offensive israélienne sur la ville surpeuplée de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, devenue un immense camp de réfugiés abritant près d'un million et demi de Palestiniens dans des conditions sanitaires catastrophiques. Une réunion se tenait lundi au Caire entre des représentants d'Egypte et du Qatar - pays médiateurs avec les Etats-Unis - et le Hamas, qui doit donner sa réponse à cette proposition négociée entre Israël et l'Egypte.

"La semaine dernière, le marché pétrolier avait grimpé car il n'y avait pas de progrès dans les discussions et les courtiers étaient inquiets qu'il se passe quelque chose de mauvais au cours du week-end", a rappelé Andy Lipow de Lipow Oil Associates.

"Maintenant que la discussion est engagée, le marché rend ses gains", a-t-il indiqué à l'AFP.

"Avec peu d'autres actualités, le possible refroidissement" des tensions autour de la situation à Gaza entraîne une chute des prix du pétrole, en atténuant la prime de risque, a aussi expliqué John Evans, de PVM Energy.

Les prix n'ont pas été particulièrement soutenus par l'annonce samedi par Kiev de frappes de drones ukrainiens ayant notamment touché deux raffineries de pétrole russes de la région méridionale de Krasnodar lors d'une attaque nocturne de grande envergure.